

Convention collective nationale

**ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET RURAUX
(BRETAGNE)
(13 juin 1991)**

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

AVENANT N° 25 DU 21 MARS 2005 (1)

NOR : AGRS0597076M

Entre :

Le syndicat des prestataires de services à l'aviculture,

D'une part, et

L'union régionale FGA-CFDT ;

L'union régionale CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de l'avenant n° 24 du 25 février 2004 modifiant la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne qui doivent, selon les termes dudit avenant, cesser de produire leurs effets au 1^{er} avril 2005, sont reconduites jusqu'au 31 mars 2006 inclus. Au-delà de cette date, les dispositions antérieures aux modifications introduites par ces articles seront à nouveau applicables.

Article 2

L'annexe V à la convention collective de travail du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne qui est relative au modèle de bulletin de salaire applicable au personnel des entreprises de prestations de services à l'aviculture occupé à des travaux de mise en place ou d'enlèvement de volailles est supprimée.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

En conséquence, le dernier alinéa de l'article 24 de la convention collective est supprimé.

Article 3

Le paragraphe *b* du point 2 du paragraphe C de l'article 23 de la convention collective est supprimé et remplacé par un nouveau paragraphe ainsi rédigé :

« *b*) Pour les chantiers éloignés au plus de 100 kilomètres du siège de l'entreprise, le temps de trajet, entre le siège de l'entreprise et son lieu de travail, fait l'objet chaque mois d'une indemnisation forfaitaire versée au salarié. Le nombre d'heures indemnisées est égal à 11 % des heures de chantier rémunérées au cours du mois considéré. L'employeur détermine le montant de cette indemnisation en effectuant le produit de ce nombre d'heures par le salaire horaire en vigueur.

Par contre, lorsque le chantier se situe dans un rayon de plus de 100 kilomètres du siège de l'entreprise, le trajet effectué au-delà de ce rayon de 100 kilomètres est rémunéré sur la base de 1/4 du salaire horaire brut afférent au coefficient du salarié par tranche de 20 kilomètres supplémentaires. »

Il est convenu entre les parties signataires que les modifications apportées par cet article 3 de l'avenant ne rentreront en vigueur qu'à compter du 1^{er} juillet 2005.

Article 4

Les organisations patronale et ouvrières signataires du présent avenant conviennent de l'impossibilité de déroger par accord collectif d'entreprise aux dispositions adoptées à l'article 3 ci-dessus.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui, à l'exception des dispositions prévues à l'article 3, prendra effet au 1^{er} avril 2005. Cet avenant sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 21 mars 2005.

(Suivent les signatures.)